

**PROJET DE DISCOURS DE SON EXCELLENCE
MONSIEUR FAURE ESSOZIMNA GNASSINGBE
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE
A LA CONFERENCE DE HAUT NIVEAU SUR
LA SECURITE ALIMENTAIRE MONDIALE :
LES DEFIS DU CHANGEMENT
CLIMATIQUE ET DES BIOENERGIES**

ROME LE 05 JUIN 2008

Excellence Monsieur le Président du Conseil Italien,

Excellences Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement des Pays Membres,

Monsieur le Directeur Général de la FAO,

Mesdames et Messieurs les Représentants du Système des Nations Unis,

C'est avec un grand plaisir que je prends la parole en ce jour solennel pour parler de la Sécurité alimentaire mondiale, des défis du changement climatique et des bioénergies.

Je voudrais saisir l'occasion qui m'est offerte pour exprimer au nom du peuple togolais tout entier, de la délégation qui m'accompagne et en mon nom personnel, notre témoignage de gratitude au Directeur Général de la FAO et à tous ceux qui n'ont ménagé aucun effort pour organiser la présente Conférence de Haut Niveau qui nous réunit à Rome.

L'importance de ces sujets d'intérêt planétaire n'est plus à démontrer eu égard au contexte actuel de hausse généralisée des prix des produits de base, de l'évolution des bioénergies et des changements climatiques caractérisés par la fréquence des inondations et sécheresse, sans compter leurs conséquences d'ordre socio-politique parfois très dramatiques.

Les principales actions à engager pour faire face à ces défis relèvent des décisions de haut niveau que nous devons prendre aux plans économiques, sociales et environnementales soutenues par une forte volonté politique.

Quelles mesures prendre pour améliorer durablement la production agricole ? Comment mobiliser un financement adéquat pour créer les emplois en milieu rural et lutter contre la pauvreté ? Quelle alternative pour limiter l'exploitation des ressources naturelles et les énergies fossiles ? Que faire pour freiner le réchauffement de la planète ? Autant de questions qui nous interpellent aujourd'hui plus que jamais.

C'est dans ce contexte difficile que la Sécurité Alimentaire Mondiale doit faire face à de nouveaux défis. La Communauté Internationale doit prendre de nouveaux engagements pour nourrir décemment la population mondiale qui ne cessent d'augmenter.

Il s'agira d'examiner ensemble les opportunités et les choix stratégiques à opérer pour faire face à la gravité et à l'urgence de la situation de la Sécurité alimentaire mondiale, en particulier dans les pays en développement.

Le Togo qui sort d'une longue crise socio-politique marquée par la suspension de la coopération avec les bailleurs bilatéraux et multilatéraux, a connu une dégradation de son économie et des conditions de vie de sa population au cours de ces dernières années. Le système productif agricole qui a été très déstabilisé peine à assurer l'accès à la nourriture à la population nationale, particulièrement à la tranche la plus vulnérable en milieu urbain et surtout dans les zones rurales.

Cette situation aggravée en 2007 par la sécheresse puis par des inondations dans les Régions Maritime, des Plateaux et des Savanes devient très précaire avec la faiblesse de la production sur le marché local et international, et la forte hausse des prix des denrées alimentaires.

C'est pourquoi, le Gouvernement a pris des mesures urgentes avec le concours de certains partenaires en développement tels que la FAO, le PAM, l'UNICEF, certaines ONG (Croix Rouge, CARITAS, CARE INTERNATIONAL...) en faveur de ses populations sinistrées.

Mais, si aucune action énergique et soutenue n'est entreprise dès maintenant, les efforts politiques consentis dans notre pays depuis juin 2005, les résultats de l'Accord Politique Global impliquant tous les acteurs politiques, les fruits du Dialogue Social réunissant tous les acteurs socio-professionnels, pourraient être remis en cause par des mouvements sociaux.

Excellences Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

Monsieur le Directeur Général de la FAO,

Mesdames et Messieurs les Représentants du Système des Nations Unies,

Conscient des effets du changement climatique sur la production agricole, des difficultés d'approvisionnement, de la raréfaction des denrées et de la hausse généralisée des prix des produits de première nécessité, le gouvernement togolais a procédé à la relecture de sa «Note de Politique Agricole».

Le Document Intérimaire de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DRSP-I) a été validé en mars 2008 et est arrimé à la Stratégie Nationale de Développement à Long Terme basée sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Dans ces documents de base, il s'agit plus spécifiquement pour l'agriculture :

- de l'amélioration durable de la productivité des cultures vivrières et d'exportation, de l'élevage et de la pêche, et de la diversification des productions agricoles avec un volet portant sur le stockage et la conservation des récoltes ;
- du renforcement du cadre légal et institutionnel, de la structuration du monde rural et de la professionnalisation des filières agricoles, et de l'amélioration de l'accès aux ressources productives et aux marchés ;
- de la réhabilitation et de la construction d'infrastructure rurales (pistes, routes, magasins de stockage) ;
- de la conservation et de la gestion de l'environnement et des ressources naturelles.

Outre cette vision à moyen et long terme, le gouvernement a pris des mesures appropriées pour la campagne agricole 2008/2009, notamment la mise en place des semences et des engrais, dont les coûts ont augmenté, pour accompagner les producteurs dans l'amélioration de la production des denrées de bases locales.

Le gouvernement a aussi entrepris, avec l'appui technique de la FAO, l'élaboration du Programme National de Sécurité Alimentaire (PNSA). Il prépare activement un « Plan Intérimaire d'Actions prioritaires sur la période 2008-2010 » qui fera l'objet au cours de ce mois d'une table ronde des Bailleurs de Fonds pour la mobilisation des financements nécessaires pour sa mise en œuvre.

Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

Monsieur le Directeur Général,

Mesdames et Messieurs les Représentants des Partenaires en Développement,

Comment pouvons-nous avancer si notre agriculture n'évolue pas, si nos moyens de productions restent archaïques ? Comment pouvons-nous avancer si la production de nos paysans continue de pourrir dans les champs parce qu'il n'y a pas de routes leur permettant d'acheminer le fruit de leur labeur vers les centres urbains en vue de leur commercialisation ? Comment pouvons-nous avancer si l'investissement continue de faire drastiquement défaut à nos unités de production ? Comment pouvons-nous enfin avancer si la loi du commerce international continue de défavoriser les pays pauvres qui ne mettent sur le marché que des matières premières dont la fluctuation des prix n'autorise aucune projection dans le temps ?

Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

Monsieur le Directeur Général,

Mesdames et Messieurs les Représentants des Partenaires en Développement,

En prenant la parole à cette Conférence de Haut Niveau,

En m'adressant aux décideurs du monde entier qui, ayant pris conscience de la situation, ont choisi de se mobiliser pour réaffirmer leur volonté de juguler la crise alimentaire actuelle et de prendre les mesures urgentes pour promouvoir le développement humain durable à travers une agriculture capable d'assurer la sécurité alimentaire mondiale,

Je réaffirme la disponibilité et l'engagement du Togo à prendre une part active dans ce processus. Je souhaite vivement que la FAO et tous les partenaires au développement continuent de se mobiliser pour aider nos pays pauvres à relever les défis identifiés.

Tout en vous réitérant nos remerciements pour le chaleureux accueil qui nous a été réservé depuis notre arrivée à Rome, et en vous renouvelant les salutations distinguées et amicales du peuple togolais, je souhaite plein succès aux travaux de cette Conférence de Haut Niveau.

Je vous remercie